

Remplacement des professeurs absents. Les parents lancent un appel sur les réseaux sociaux

LA DÉPÊCHE DU PAYS DE BRAY | mercredi 31 janvier 2018

829 mots



Les parents d'élèves ne lâcheront rien. Pour eux, l'Etat a le devoir d'assurer le remplacement des professeurs absents.

Message de recrutement via Facebook, lettre à l'inspectrice de la circonscription de Neufchâtel et missive au ministère de l'Éducation nationale. Les parents de l'école de Serqueux sont bien décidés à se battre pour l'éducation de leurs enfants.

« **Les parents d'élèves de Serqueux cherchent un enseignant pour la classe de GS/CP** ». Une blague ? Non c'est le message très sérieux que les parents ont diffusé via les réseaux sociaux. « **L'Éducation nationale n'est pas en mesure d'assurer le remplacement des professeurs absents. Donc nous avons décidé de lancer ce message et ainsi de pointer un problème récurrent et de fond** », explique Graziella Lebourg, une des représentantes des parents d'élèves.

Depuis le 12 janvier, une des enseignantes est en arrêt pour une maladie de longue durée. Elle est absente pour minimum 4 mois. Un remplaçant est venu, mais uniquement le 16 janvier au matin. Depuis plus personne.

« **Pas prioritaire** »

« **Les autres enseignants pallient à la défection d'un remplaçant. Ils se retrouvent avec des classes surchargées** », expliquent les parents d'élèves dans une lettre envoyée le 19 janvier à l'inspectrice de la circonscription de Neufchâtel-en-Bray. Quelques jours plus tard, ils recevront une réponse par courrier. « **Il nous est expliqué que notre demande est bien prise en considération. Mais que nous ne sommes pas prioritaires** ». Dans la lettre adressée aux parents, l'inspectrice explique : « **La circonscription compte 266 enseignants et ne dispose que de 7 remplaçants actifs en ce moment. La période est délicate puisque les maladies hivernales touchent autant les enfants que les adultes. La semaine dernière, nous avons une moyenne quotidienne de 10 enseignants absents non remplacés** ». Elle argumente : « **Ils sont affectés sur les petites écoles. Celles avec une, deux ou trois classes. Ce qui a**

été le cas ces deux dernières semaines. La gestion se fait effectivement au quotidien lorsque les enseignants absents ont appelé la circonscription ».

Une gestion collective et solidaire

« L'inspectrice fait de son mieux, nous n'en doutons pas. Elle nous dit comprendre notre inquiétude et attire notre attention sur la gestion collective et solidaire sur l'ensemble de la circonscription. D'accord. Mais ce que nous pouvons en conclure c'est que cette gestion n'est pas satisfaisante », s'exclament les parents d'élèves.

Le cas de Serqueux n'est hélas pas isolé. À Gaillefontaine et au Fossé, la situation est la même. Un enseignant est absent, mais pas de remplaçant. Un nom remplacement qui n'est pas spécifique aux classes de primaires et maternelles. Comme nous le relations dans nos précédentes éditions, et même si des remplaçants sont arrivés, le lycée Delamare Deboutteville à Forges a été lui aussi touché. Tout comme le collège Saint-Exupéry.

C'est un devoir de l'État

Rassemblés devant l'école de Serqueux, tous sont déterminés. Ils ont décidé de s'adresser directement au ministère de l'Éducation nationale. Dans leur missive, ils interpellent **« sur l'avenir de l'enseignement et par conséquent sur celui des enfants. S'il s'agit d'un manque de moyens financiers pour recruter des postes supplémentaires, le ministère de l'Éducation nationale met en péril l'apprentissage des connaissances de nos enfants. Le système d'enseignement scolaire est fondé sur de grands principes notamment la constitution de 1958. L'enseignement public est obligatoire, gratuit et laïc. C'est un devoir de l'État ».**

« Nous espérons avoir une réponse. L'école de Serqueux est une petite école avec tous les niveaux répartis en 4 classes. Lorsqu'un enseignant n'est pas remplacé, la répartition se fait sur les autres niveaux. Les enfants sont 30 par classe. Cela nuit à l'apprentissage et pose le problème de la sécurité. Si de plus en plus de parents se tournent vers l'enseignement privé, ce n'est pas par conviction mais parce qu'ils savent que des situations comme nous la vivons actuellement, n'arriverait pas », estime Graziella Lebourg.
« Nous sommes prêts à descendre dans la rue et à manifester pour défendre l'éducation de nos enfants » tempête celle qui invite tous les parents des écoles voisines dont la situation est identique. **« Nous devons nous unir pour être plus forts ».**

M-G Dartois